

## Texte intégral de l'appel :

Au début du deuxième confinement, les jardins de la Buisserate à Saint-Martin-le-Vinoux ont été détruits. Ces 5000m<sup>2</sup> de terre fertile, en plus d'être un des derniers espaces de verdure, de fraîcheur et de production alimentaire de la métropole, constituaient un véritable lieu de vie et d'échanges. Malgré la mobilisation importante d'habitant·e·s et de collectifs, les porteurs du projet immobilier mortifère devant les remplacer ont profité du confinement en place pour terrasser sans aucun scrupule. Ce jour-là, seule une dizaine de personnes a osé braver l'interdit pour tenter de résister aux machines. Cette défaite a été d'une violence inouïe.

Ce n'est pas un cas isolé dans la cuvette :

Dans la même ville que les jardins terrassés, le collectif artistique Dispel est menacé d'expulsion pour laisser place à... des jardins. Le Chantier, un lieu autogéré à Fontaine réunissant matériauthèque, jardins et cantine solidaire, est lui aussi visé par une procédure d'expulsion.

A Sassenage (Portes du Vercors), Saint-Martin-d'Hères (Neyrpic) et Échirolles (agrandissement de Grand'Place), les projets de centre commerciaux poussent à tout va.

La métropole se targue de ses nouvelles autoroutes à vélos ou de sa "zone à faibles émissions" et porte dans le même temps l'élargissement de l'autoroute A480 (à voitures celle-ci !).

Après l'expulsion de plusieurs squats ou camps accueillant des exilé·e·s, les fluides sont coupés en plein hiver aux habitant·e·s des Volets Verts à l'Abbaye.

Et au milieu de tout ça, les élu·e·s vantent la démocratie participative tout en refusant la consultation demandée par les habitant·e·s de la Villeneuve opposé·e·s aux destructions d'immeubles.

Ce n'est qu'une liste d'exemples. Les projets inutiles et imposés, les expulsions, les destructions, sont nombreuses ici comme ailleurs et la répression envers les propositions alternatives de penser la ville n'est pas nouvelle. Ce sont les conséquences de politiques d'urbanisation agressive qui cherchent à faire de nos villes des espaces toujours plus compétitifs, plus connectés et plus sécurisés.

Face à ces logiques qui détruisent le vivant, écartent les plus démunis·e·s et uniformisent le monde, nous avons besoin d'espaces où habiter, nous rencontrer, respirer, cultiver, créer. Par et pour nous-mêmes. Concrètement, localement. Ce ne sont pas des espaces abstraits que l'on pourrait détricoter ici pour les transplanter là-bas. Pourtant, les pouvoirs publics n'ont cessé de vouloir les détruire ou récupérer. Tout est à leur yeux déplaçable, remplaçable. Comme si ce que l'on faisait leur appartenait, pouvait et devait se gérer comme des pions sur une maquette d'urbaniste.

**Alors si nous voulons obtenir des victoires, il nous faut nous rassembler et affirmer haut et fort que nous ne laisserons plus de tels actes se produire.** Et faire savoir aux décideurs qu'à la prochaine destruction, ce ne seront pas quinze personnes qui braveront l'interdit pour défendre un lieu qui leur est cher, mais 100, 1000 ou même 10 000.

**Le 17 avril prochain**, en réponse à l'appel national contre la réintoxication du monde, toutes celles et ceux qui luttent dans la cuvette grenobloise et ses alentours sont invité·e·s à rejoindre la **véloration** qui traversera Grenoble ce jour-là. Qu'ils soient contre des projets inutiles, pour la défense d'espaces naturels, d'espaces collectifs, solidaires ou culturels, d'espaces autonomes, d'espaces qui proposent des alternatives sans attendre l'aval des institutions ; tous ces collectifs peuvent se saisir de cette date pour proposer leur propre action, ramener leur propre cortège, faire jaillir dans la ville leurs revendications et leur détermination à lutter, protéger et construire !

En réponse aux expulsions, aux privatisations et à la bétonisation, enfourchons nos vélos pour la réappropriation, l'autogestion et la préservation de nos terres !